

**A la une des Nouvelles Calédoniennes aujourd'hui 31/5/2010**

**Oscar Temaru : « Le travail n'est pas terminé »**

**Pacifique - Polynésie Française**

Lundi 31 Mai 2010 | 15:00



**Une soixantaine de personnes ont accueilli Oscar Temaru, jeudi soir, à son arrivée à l'aéroport de Tahiti Faa'a. De retour de Nouméa, où il a tenté de participer avec une délégation polynésienne au forum organisé par l'ONU sur la décolonisation, le président du Tavini a tenu à s'expliquer sur le sens de sa mission.**

Le pied à peine posé sur le tarmac de l'aéroport de Tahiti, Oscar Temaru s'est félicité que « *l'interdiction* », par le haut-commissaire de Nouvelle-Calédonie, de participer à la réunion organisée sous l'égide de l'ONU il y a deux semaines à Nouméa, ait finalement donné de la publicité à la délégation polynésienne.

« *Mais qu'est-ce qui s'est passé ?* », a d'emblée lancé Oscar Temaru qui sait que son déplacement a été sujet à polémique. « *Nous sommes allés en Nouvelle-Calédonie pour nous exprimer. Et je pense que la liberté d'expression est un des droits fondamentaux de l'homme* ». Il a voulu aussi remercier le sénat coutumier qui a « *pris à contre-pied l'Etat colonial français* » en lui permettant de s'exprimer malgré tout devant les membres du Comité des 24 - alors que l'intervention des forces de l'ordre, empêchant la délégation polynésienne de participer à la réunion, s'était effectuée « *sans décision de justice* ».

Nous avons pu « *discuter librement comme nous savons le faire en tant qu'Océaniens, en tant que peuples du Pacifique* », a-t-il voulu faire savoir en expliquant qu'il a rappelé, lors de cette rencontre qui a duré plus de quatre heures, qu'il y avait plus de trente ans qu'était mené ce combat pour le droit à l'autodétermination des Polynésiens. « *C'est le droit le plus fondamental pour un peuple. Ce pays a été colonisé par la force, par les armes. Il est temps que la France assume ses responsabilités* » en considérant « *comme mission sacrée d'aider les territoires comme la Kanaky et nous à accéder à la pleine souveraineté* ».

*La France doit aider les territoires comme la Kanaky et nous à accéder à la pleine souveraineté.*

Il a rappelé comment, en 1986 -□avec Jean-Marie Tjibaou□- il avait pu faire adopter à New-York une résolution, à l'ONU, pour remettre la Kanaky sur la liste des pays à décoloniser. « *Il était question l'année d'après de faire ça pour la Polynésie et vous savez ce qui s'est passé... Aujourd'hui, je peux vous dire que le cas de la Polynésie est entre les mains du Secrétaire général de l'ONU* ». « *Cette mission est une mission accomplie, mais le travail n'est pas terminé* », a-t-il voulu faire savoir – sans en dévoiler la stratégie – avant de répondre aux questions des journalistes.

Interrogé sur l'hypothèse d'une indépendance « *tout de suite* » : « *Il y a de l'intendance que l'on peut assurer avec ce statut d'autonomie, mais pour les questions importantes, je dirais primordiales pour l'avenir de nos futures générations* », a expliqué Oscar Temaru, « *il faut que ce pays soit un Etat souverain, et le plus tôt possible* ».

Faisant écho à la polémique engendrée par ses propos, en cas de victoire aux prochaines élections territoriales : « *je n'ai pas dit « je veux que ce pays soit indépendant », j'ai dit « si nous gagnons les élections », ça veut dire quoi ? Ça veut dire que les populations se seront exprimées en toute connaissance de cause... voilà, et on déclare ce pays indépendant ! C'est une décision qui émane de la population. C'est ça la démocratie !* »

« *Nous n'avons pas de leçons de démocratie à recevoir de qui que ce soit* » a-t-il encore lancé à l'adresse du haut-commissaire, Adolphe Colrat, qui déclarait récemment en commentaire aux propos tenus à Nouméa : « *l'indépendance n'est pas l'affaire d'un seul homme* ». Et Oscar Temaru de déplorer que l'on ne lui ait pas laissé « *au moins une mandature* » pour montrer ce qu'aurait pu faire son gouvernement.

« *L'indépendance de ce pays ce n'est pas l'affaire du Tavini Huiraatira, c'est l'affaire de tout un peuple* », a-t-il encore lancé en rappelant qu'il y avait « *encore du travail à faire* ».